



# PRÉFET DES VOSGES

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 04/09/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/07/2024

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

### **CROUVEZIER DEVELOPPEMENT**

101 Chemin du Cresson  
Le Costet Beillard  
88400 Gérardmer

Références : S-24-903RP  
Code AIOT : 0006202252

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/07/2024 dans l'établissement CROUVEZIER DEVELOPPEMENT implanté 101, chemin du Cresson Le Costet Beillard 88400 Gérardmer. L'inspection a été annoncée le 25/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "Confinement et rétention". Cette visite s'appuie sur le référentiel suivant :

- arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- arrêté préfectoral d'autorisation n°2640/2008 du 13 août 2008.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CROUVEZIER DEVELOPPEMENT
- 101, chemin du Cresson Le Costet Beillard 88400 Gérardmer
- Code AIOT : 0006202252
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est spécialisé dans l'ennoblissement textile.

## Thèmes de l'inspection :

- Action Nationale 2024 : Rétention

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	3 mois
8	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
4	Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Sans objet
5	Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	Sans objet
6	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.2.5	Sans objet
7	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non-conformités ont été constatées lors de la visite. Concernant la problématique soulevée pour les stockages de produits incompatibles sur une rétention commune, des actions correctives sont en cours de la part de l'exploitant.

L'exploitant ne dispose pas d'un plan de ses tuyauteries, ni d'une procédure pour le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie. Un projet d'arrêté de mise en demeure a donc été proposé.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dimensionnement des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</li><li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</li></ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;</li><li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;</li><li>• dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>En l'état, le bâtiment qui est sur une dalle en béton fait rétention pour l'ensemble des produits présents sur site.</p> <p>Dans son étude de juin 2024, l'exploitant a étudié les incompatibilités entre les produits présents sur son site. L'exploitant prévoit de mettre un certain nombre de rétentions individuelles permettant d'isoler les produits incompatibles. Il a été rappelé à l'exploitant les règles de calcul des rétentions.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...]</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Le bâtiment fait office de rétention pour l'ensemble des produits présents sur le site. Il n'a pas été constaté de dégradation au niveau de la dalle du bâtiment.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Produits incompatibles
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]
<b>Constats :</b> Pour le moment, l'exploitant ne dispose pas de rétention différente en fonction des produits stockés. Il y a donc des produits incompatibles qui sont sur la même rétention. L'exploitant a présenté une étude de compatibilité, en date de juin 2024, des produits chimiques établie suite à la mise en demeure du 22 novembre 2023. Cette étude démontre la nécessité de mise en place de rétention sous certains produits qui ne sont pas compatibles entre eux ou pas compatibles avec la majorité des produits utilisés sur site (pour ces derniers, le choix de l'exploitant est de considérer que c'est le bâtiment qui fera rétention). L'exploitant a également présenté une commande de plusieurs rétentions. L'inspection constate le bon avancement des actions entreprises par l'exploitant dans le cadre de cette mise en demeure (dont le délai n'est pas échu le jour du contrôle : échéance à fin juillet 2024)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b> A. Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. B. Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 du présent arrêté. [...]
<b>Constats :</b> Des tuyauteries sont utilisées pour le transport de l'eau oxygénée et de la soude sur le site. Il n'y a pas de changement du produit présent dans les tuyauteries. Elles ont toujours le même usage. La tuyauterie est en inox. Au vu des fiches de données de sécurité des deux produits, il n'y a pas d'incompatibilité à ce que ces produits soient transportés dans des tuyauteries en inox.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Bassin de confinement des eaux incendie spécifique pour le stockage de produits très toxiques ou toxiques ou les substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 02 février 1998 susvisé.  Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 02 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.  Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.  [...]
<b>Constats :</b>  Le confinement des eaux d'incendie se fait dans un ancien bassin de la STEP de 2 000 m <sup>3</sup> , qui n'est plus utilisé pour le fonctionnement de la STEP.  Ce bassin peut être isolé par une vanne manuelle.  L'article 3.5.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation du 13 août 2008 indique que l'exploitant doit disposer, soit de poteaux incendie, soit d'une réserve d'eau de 120 m <sup>3</sup> .  Par ailleurs, la réserve d'eau pour le sprinklage est de 630 m <sup>3</sup> . Ce qui signifie que les volumes d'eau disponible sur site pour lutter contre un incendie sont de 750 m <sup>3</sup> et peuvent donc être contenus dans le bassin de confinement.  Lors de la visite, il a été constaté que le bassin de confinement est en béton et que son revêtement n'est pas abîmé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.2.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction doivent être recueillies dans la station d'épuration de l'établissement et y être traitées avant rejet vers le milieu naturel  [...]
<b>Constats :</b>  Le confinement des eaux d'extinction d'incendie se fait par un confinement externe dans un bassin de confinement, permettant ainsi de recueillir les eaux polluées.  La vanne de fermeture de la sortie du bassin de confinement a été vue lors de la visite (cf. constat n°8).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un suivi des stocks à un instant t. Par contre, il connaît les quantités maximums des différents produits qui sont sur le site.</p> <p>Les stockages maximums les plus importants sur le site sont ceux de la soude et de l'eau oxygénée avec respectivement 15 m<sup>3</sup> et 25 m<sup>3</sup>.</p> <p>Il dispose des fiches de données de sécurité des différents produits présents sur le site. Les fiches de données de sécurité de la soude et de l'eau oxygénée ont été vues lors de la visite d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...]</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>[...]L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;</li><li>• les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li></ul> <p>[...]</p>

**Constats :**

La vanne de confinement du bassin de confinement n'est pas repérée dans la végétation et l'exploitant n'a pas été en mesure lors de la visite de présenter la clef qui permet de manœuvrer la vanne. Il ne sait pas avec certitude si la vanne est en position normale fermée. Au vu du niveau d'eau présent dans le bassin le jour de la visite d'inspection, la vanne doit être en position normale fermée.

L'exploitant ne dispose pas d'une procédure décrivant les opérations d'entretien et de manœuvre de la vanne pour canaliser les eaux d'extinction.

L'exploitant a présenté lors de la visite la fiche réflexe en cas de déversement accidentel avec le rappel des EPI à mettre et les actions à mettre en place.

La fiche réflexe en cas d'incendie a également été présentée. Elle indique les personnes à contacter en cas d'incendie, les responsables des différentes zones du site, que ce soit en horaire de travail et de nuit, ainsi que les actions à mettre en place.

L'exploitant dispose d'un plan d'évacuation du site. Cependant, les zones à risque ne figurent pas sur celui-ci. Ce plan peut être complété pour avoir ces différentes informations sur le même plan avec également la localisation des moyens de lutte contre l'incendie.

Des exercices d'évacuation et de manipulation des extincteurs et des RIA sont faits tous les ans. Le dernier exercice d'évacuation date du 08 janvier 2024 et ceux pour la manipulation des extincteurs et des RIA des 23 et 30 octobre 2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois